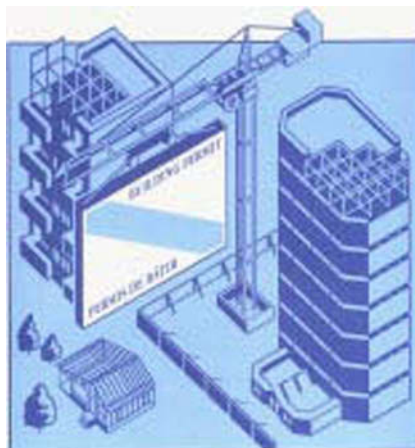




Permis de bâtir

Mars 2003



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-6556).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 14 \$ CA l'exemplaire et de 145 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Mars 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2003

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 47 n°3
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 64-001-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Gaudreault**, Chef d'unité, secteur non-résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Clarke**, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2001 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-6556
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie	
Qualité des données, concepts et méthodologie	17
Sources de données et méthodologie	17
Concepts et variables observées	18
Exactitude des données	20
Comparabilité des données et sources connexes	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

En mars, la valeur des permis de construction délivrés dans tout le Canada a diminué de 4,4 % et s'est établie à 3,6 milliards de dollars, après une chute de 11,7 % en février.

Malgré cela, l'avalanche de permis délivrés en janvier a permis au secteur de demeurer vigoureux et d'enregistrer un début record grâce à des intentions de construction qui ont totalisé 11,8 milliards de dollars au premier trimestre.

Toutefois, le niveau record de 4,3 milliards de dollars en permis de bâtir atteint en janvier a plus que suffi pour battre le record d'intentions de construction pour un premier trimestre. Le niveau des trois premiers mois a connu une hausse de 6,6 % par rapport au premier trimestre de l'an dernier et de 18,1 % par rapport à la même période en 2001.

Les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction résidentielle en mars, soit 3,1 % de plus qu'en février. La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 15,9 % pour s'établir à 1,3 milliard de dollars, le plus faible niveau en 11 mois, attribuable surtout à une baisse des intentions de construction institutionnelle.

À l'échelon national, les endroits où la construction a été la plus vigoureuse comprennent les régions métropolitaines de recensement de Calgary et de Toronto, là où une importante demande d'espaces commerciaux a été à l'origine d'une croissance de la valeur des permis pendant les trois premiers mois de l'année. Par contraste, le plus important repli au premier trimestre a été enregistré à Thunder Bay, là où la valeur des permis de bâtir a chuté de 54 millions de dollars à la suite de la réduction de l'investissement dans les structures institutionnelles.

La constance des intentions d'investissement favorables dans le secteur de la construction est un signe positif pour l'économie canadienne dans les mois à venir. Les investissements en construction ont tendance à faire grimper le nombre d'achats dans de nombreux secteurs de l'économie intérieure.

Construction résidentielle : diminution de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux pour un second mois consécutif

Les constructeurs ont pris pour 680 millions de dollars de permis de construction de logements multifamiliaux en mars, une hausse de 26,6 % par rapport au minimum des 14 derniers mois enregistré en février. Sur cette valeur, plus de 400 millions de dollars, soit 60,3 %, proviennent des permis de construction d'appartements.

D'un autre côté, la demande de logements unifamiliaux a diminué de 4,0 % et s'est établie à 1,7 milliard de dollars; il s'agit de la deuxième réduction mensuelle consécutive et du plus bas niveau mensuel depuis juillet 2002.

Malgré tout, la valeur des permis pour les logements unifamiliaux a établi un record pour un premier trimestre en atteignant près de 5,4 milliards de dollars, soit 1,9 % de plus qu'à la même période l'an dernier, dans le sillage de niveaux extrêmement élevés en janvier. Du côté des permis de construction de logements multifamiliaux, la valeur au premier trimestre a été de 2,1 milliards de dollars, en hausse de 21,4 %.

Dans l'ensemble, cette année, de janvier à mars, les municipalités ont délivré pour 7,5 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, ce qui constitue également un record.

Les hauts niveaux atteints en janvier s'expliquent probablement par les éventuels propriétaires-occupants, qui se sont dépêchés d'engager un prêt hypothécaire avant la hausse des taux d'intérêt. Bien que la forte demande de logements résidentiels se soit quelque peu affaiblie par rapport au début de l'année, le secteur demeure vigoureux. Les Canadiens bénéficient d'une croissance durable de l'emploi, en particulier du côté des emplois à plein temps. Les tendances démographiques ainsi que la rémunération favorable, les faibles niveaux de vacance des logements à louer et les taux hypothécaires raisonnables ont incité une vague de Canadiens à opter pour l'achat d'une maison.

À l'échelon provincial, la plus forte hausse mensuelle en dollars de la valeur des permis de construction résidentielle a été réalisée par la Colombie-Britannique (+48,7 %, valeur totale de 437 millions de dollars), résultat attribuable principalement aux projets de construction d'appartements. L'Ontario occupe le deuxième rang (+3,0 %, valeur totale de 994 millions de dollars), la hausse du côté des logements unifamiliaux ayant plus que compensé la baisse enregistrée par les logements multifamiliaux.

Le plus net recul a été enregistré au Québec (-9,0 %, valeur totale de 462 millions de dollars), la légère augmentation du côté des permis de construction de logements multifamiliaux n'ayant pas pu compenser un recul du côté des permis de construction de logements unifamiliaux.

Construction non résidentielle : des hausses uniquement dans la composante commerciale

En mars, la valeur des intentions de construction non résidentielle a chuté de 15,9 % par rapport à février et s'est établie à 1,3 milliard de dollars.

La composante commerciale a été la seule composante à montrer une croissance de la valeur des permis en mars. La valeur des permis pour les projets de construction commerciale a atteint 685 millions de dollars, chiffre en hausse de 7,8 %, surtout grâce aux catégories des hôtels, des restaurants et des laboratoires.

Les intentions de construction institutionnelle ont chuté de 43,7 % pour s'établir à 296 millions de dollars en mars, le plus faible niveau depuis avril 2002. La catégorie des immeubles à vocation médicale a été le principal facteur à l'origine de ce recul, qui survient après que les intentions ont atteint un haut niveau en février. L'Ontario a affiché la plus forte baisse en dollars pour cette composante (-45,2 %, valeur totale de 185 millions de dollars).

Les intentions de construction industrielle ont diminué de 17,4 % et se sont établies à 289 millions de dollars, les usines de fabrication ayant affiché la plus forte diminution. L'Ontario accuse la plus forte baisse (-38,1 %, valeur totale de 148 millions de dollars), en raison du recul dans les projets d'usines de fabrication.

Au niveau régional, 15 régions métropolitaines de recensement ont vu la valeur des permis de construction non résidentielle diminuer au cours du dernier mois, les deux plus importantes étant Toronto et Hamilton.

Parmi les provinces, des baisses des composantes industrielle et institutionnelle ont fait en sorte qu'en mars, l'Ontario a affiché la plus forte baisse du côté du secteur non résidentiel (-30,0 %, valeur totale de 564 millions de dollars). Par contre, une forte croissance de la composante industrielle a permis à la Nouvelle-Écosse d'enregistrer la plus forte augmentation en mars (+130,9 %, valeur totale de 42 millions de dollars).

Le secteur non résidentiel a observé des signaux non convergents à la fois du côté des entreprises et des consommateurs. En février, le commerce de détail a montré une troisième hausse mensuelle consécutive. À l'inverse, au quatrième trimestre de 2002, les industries ont réduit l'utilisation de leur capacité de production. De plus, il se pourrait que la hausse des taux d'inoccupation des immeubles à bureaux dans les principales régions métropolitaines de recensement ait nui au secteur non résidentiel.

De plus, bien que les opinions sur les perspectives de production se soient légèrement améliorées, les fabricants ont émis des avis plutôt prudents, selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada. Les producteurs ont indiqué un taux de satisfaction moindre du côté des commandes en carnet et des nouvelles commandes pour le premier trimestre.

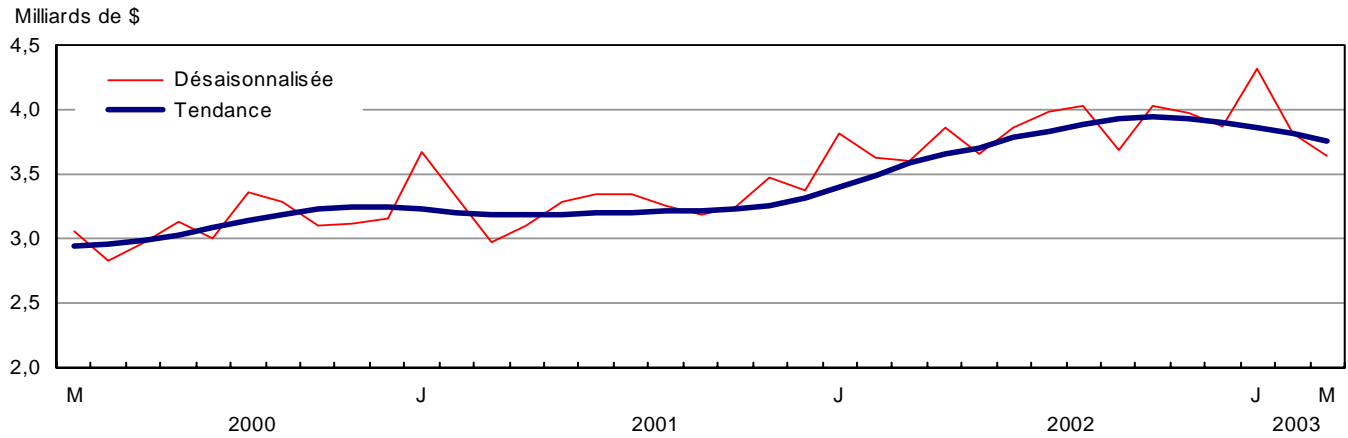
Au premier trimestre, les municipalités ont délivré pour 4,3 milliards de dollars de permis pour le secteur non résidentiel, en hausse de 6,6 % par rapport à la même période en 2002. La majeure partie de cette croissance est attribuable à des hausses du côté des composantes commerciale (+7,9 %) et industrielle (+24,1 %). La composante institutionnelle a montré un repli de 5,8 %.

Parmi les provinces, les plus fortes baisses au premier trimestre dans le secteur non résidentiel sont survenues au Québec (-10,2 %, valeur totale de 804 millions de dollars), surtout en raison de l'affaiblissement des intentions de construction commerciale et institutionnelle.

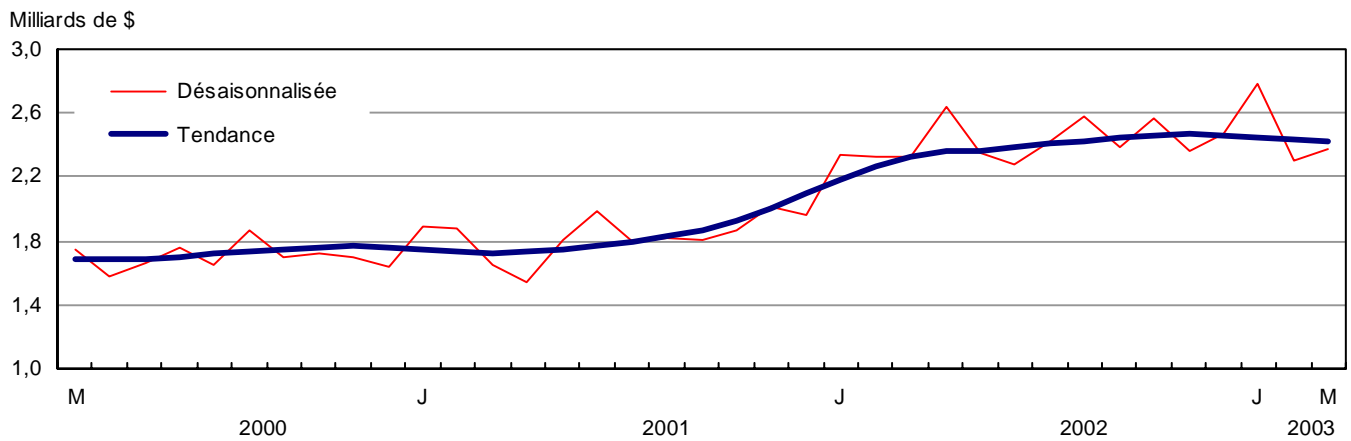
Par ailleurs, grâce à une poussée de la composante industrielle dans la région d'Oshawa et des composantes industriel et commercial dans la région de Toronto, l'Ontario a affiché la plus forte croissance (+11,9 %, valeur totale de 2,1 milliards de dollars).

Permis de bâtir - Canada

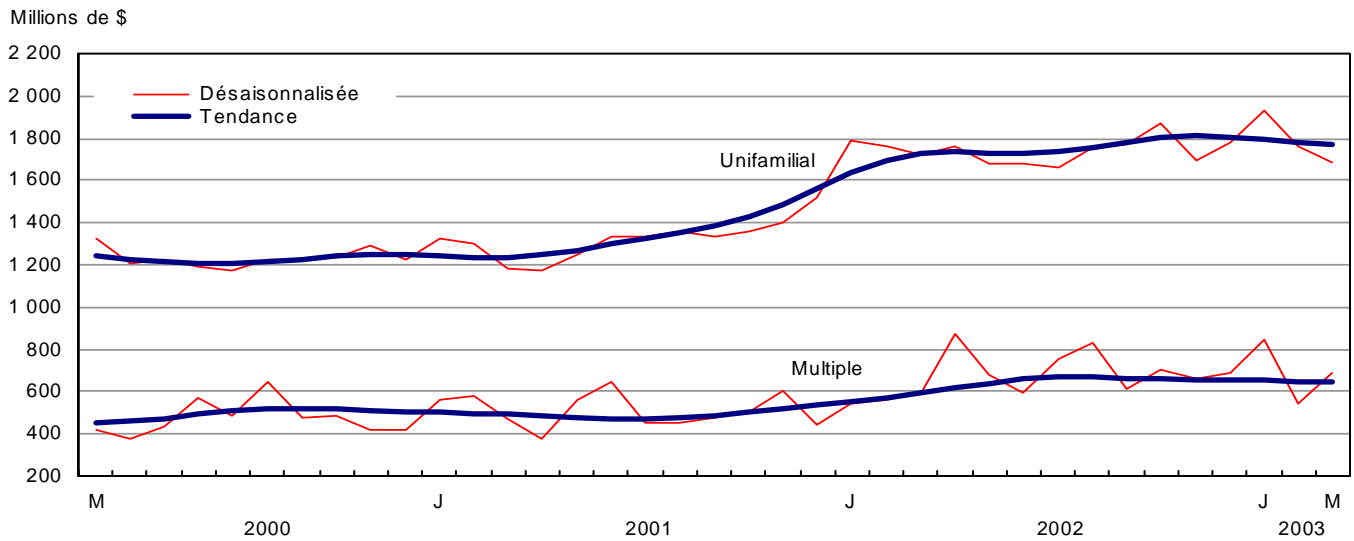
Valeur totale des permis de bâtir



Valeur résidentielle - total

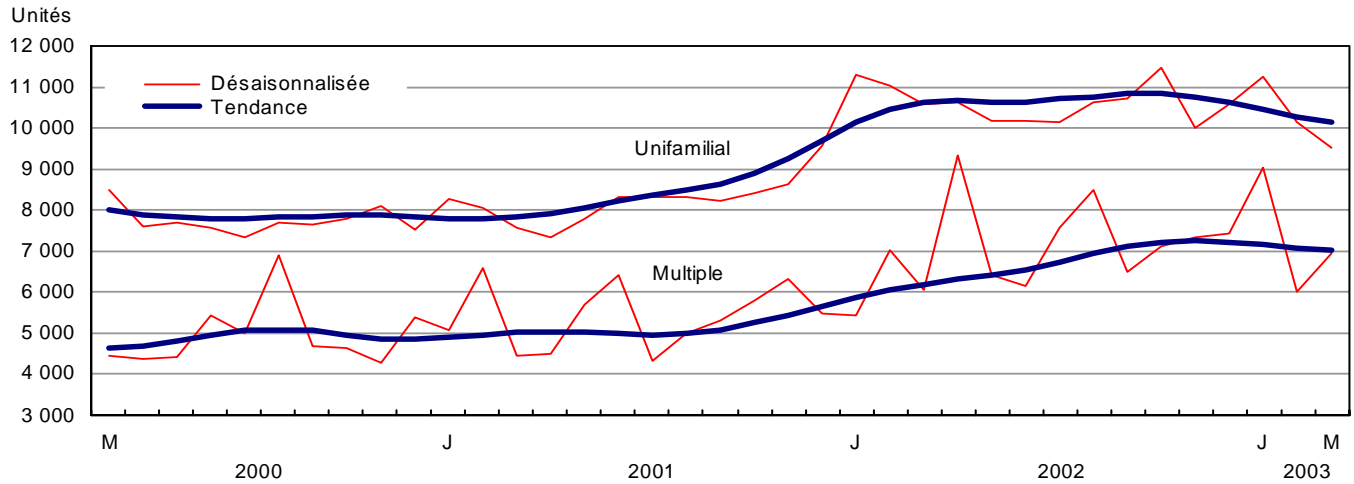


Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

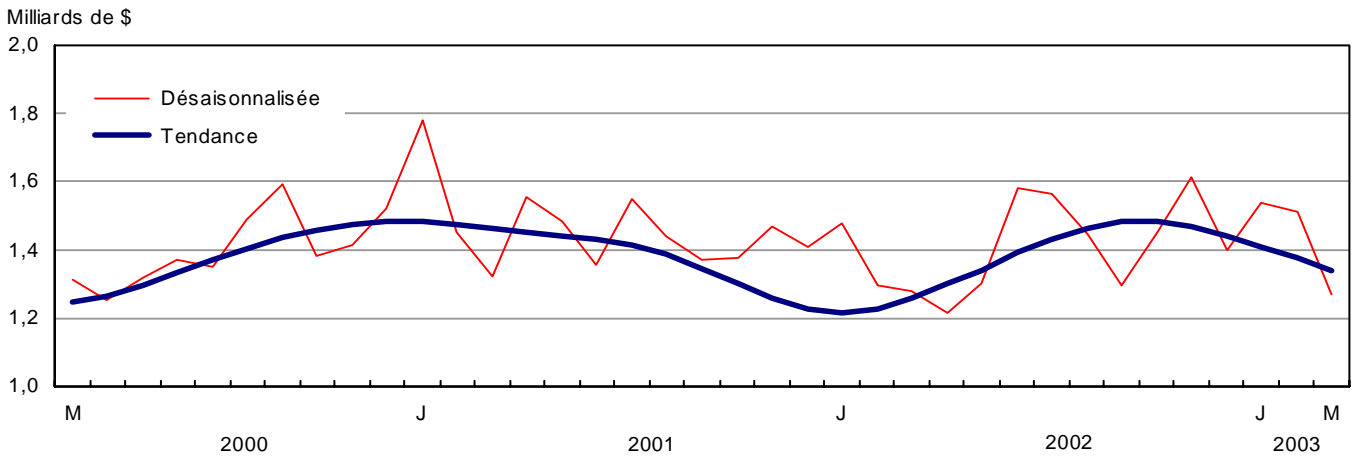


Permis de bâtir - Canada

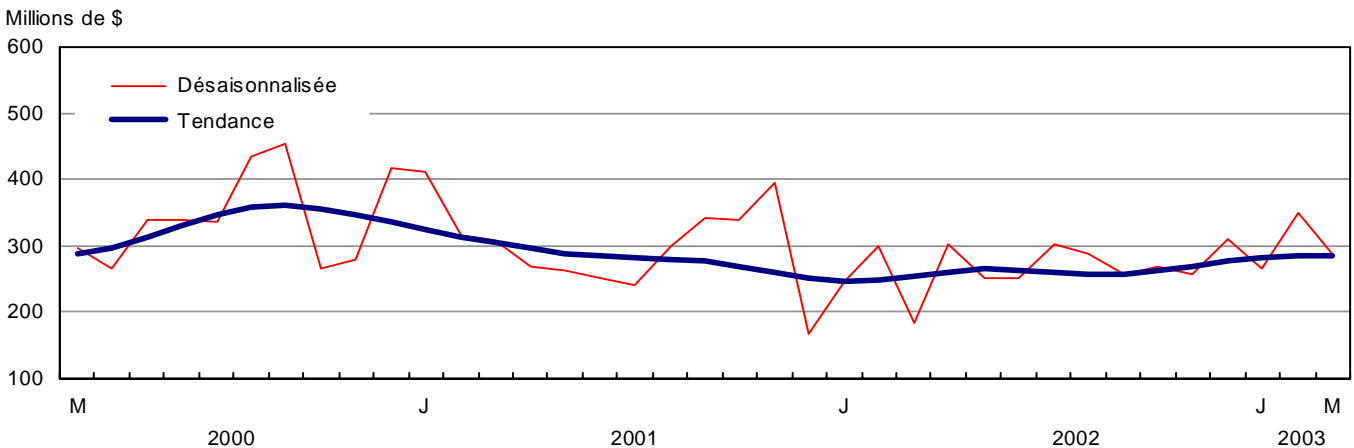
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



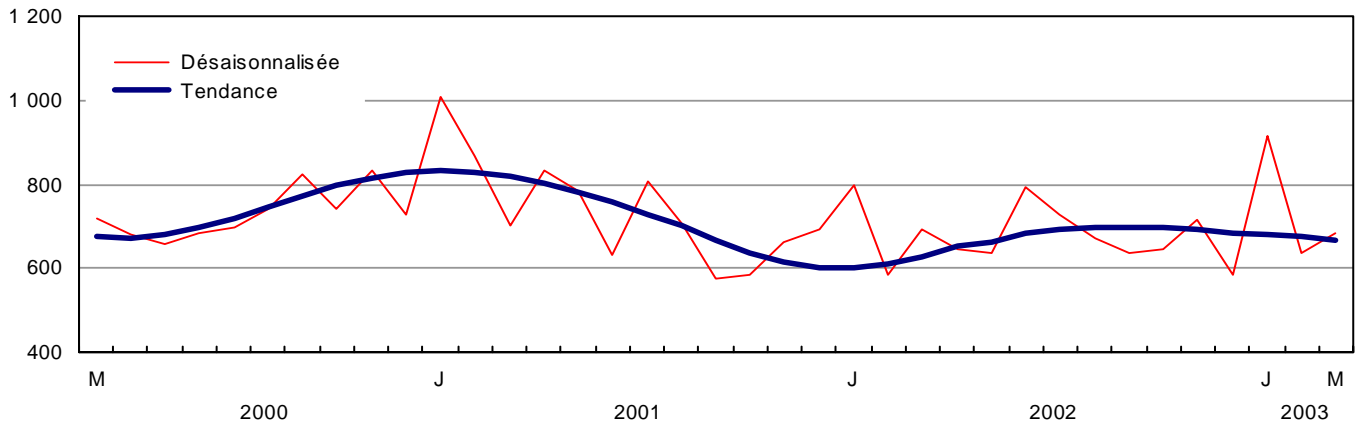
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

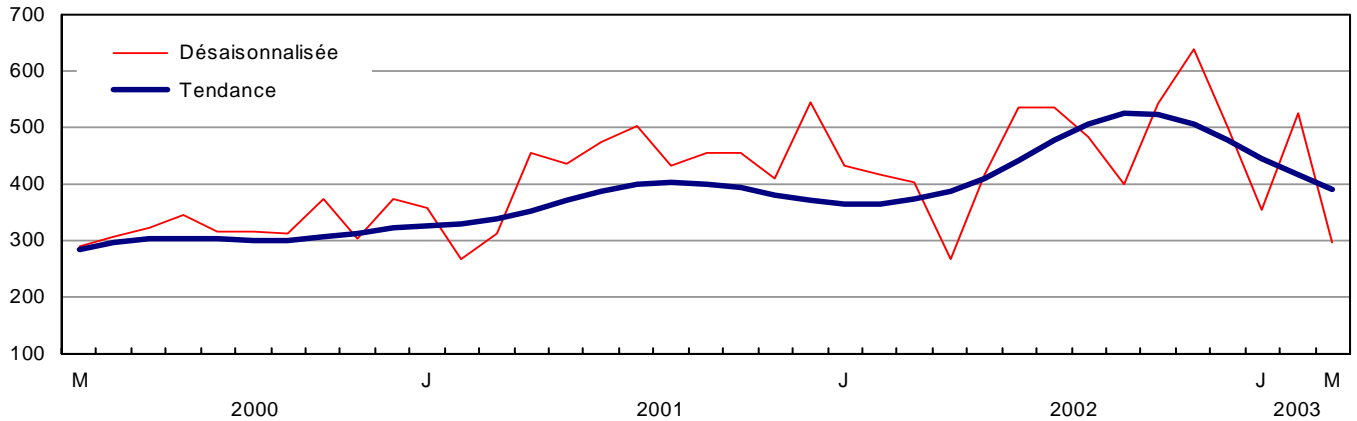
Valeur commerciale

Millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

Millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2003	2003	Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 644 250	3 812 760	-4,4	-11,7	11,7	-2,7	-1,3	9,3
Terre-Neuve-et-Labrador	23 377	26 154	-10,6	-19,7	14,6	-0,7	-20,3	10,7
Île-du-Prince-Édouard	12 238	7 126	71,7	-6,1	-17,6	-18,9	-11,3	-2,7
Nouvelle-Écosse	82 756	70 403	17,5	15,3	-21,0	-21,3	41,8	-2,5
Nouveau-Brunswick	52 035	41 184	26,3	2,4	-19,9	1,2	-29,4	36,7
Québec	743 595	770 117	-3,4	-10,5	13,6	-3,6	11,9	-7,6
Ontario	1 558 469	1 771 281	-12,0	-10,0	25,1	-14,7	-1,6	22,0
Manitoba	85 823	77 788	10,3	15,1	-4,0	24,1	-32,3	15,6
Saskatchewan	37 908	68 730	-44,8	-19,4	-12,3	110,1	-19,0	21,3
Alberta	482 274	575 659	-16,2	-9,3	1,3	9,1	2,6	-10,8
Colombie-Britannique	555 689	401 662	38,3	-27,9	-1,8	19,9	-14,0	20,3
Yukon	6 534	1 202	443,6	-0,1	-65,6	55,2	-42,0	55,1
Territoires du Nord-Ouest	2 491	1 454	71,3	-40,3	-8,5	5,7	-53,2	-36,1
Nunavut	1 061	0	...	...	-100,0	275,0	-30,6	-66,4

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2003	2003	Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 270 176	1 511 048	-15,9	-1,8	10,2	-13,4	11,1	12,1
Terre-Neuve-et-Labrador	8 200	8 224	-0,3	-25,9	-18,0	35,5	-22,2	14,2
Île-du-Prince-Édouard	4 503	439	925,7	-75,5	-31,3	-14,0	-54,2	-6,7
Nouvelle-Écosse	42 375	18 354	130,9	2,1	-33,2	92,5	-34,4	-15,9
Nouveau-Brunswick	14 949	16 233	-7,9	101,0	-42,9	-31,3	-48,1	71,2
Québec	280 625	261 582	7,3	-0,2	-25,2	6,1	33,7	-6,6
Ontario	563 500	805 393	-30,0	10,1	30,7	-34,4	13,6	56,4
Manitoba	49 038	35 601	37,7	71,1	-40,4	59,3	-45,2	11,5
Saskatchewan	20 089	36 040	-44,3	-30,3	-28,3	156,7	0,1	21,1
Alberta	163 133	220 150	-25,9	-7,3	35,5	-1,9	25,7	-47,0
Colombie-Britannique	118 563	107 722	10,1	-44,8	37,1	-6,2	-4,1	2,3
Yukon	4 580	574	697,9	24,0	-29,4	16,1	-71,9	136,4
Territoires du Nord-Ouest	439	736	-40,4	-6,8	84,6	-0,7	-83,3	228,2
Nunavut	182	0	...	...	-100,0	362,5	-22,0	183,7

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2003	2003	Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 374 074	2 301 712	3,1	-17,2	12,5	4,7	-8,2	7,7
Terre-Neuve-et-Labrador	15 177	17 930	-15,4	-16,5	44,1	-20,1	-19,3	8,8
Île-du-Prince-Édouard	7 735	6 687	15,7	15,4	-12,2	-20,7	34,8	2,0
Nouvelle-Écosse	40 381	52 049	-22,4	20,8	-14,4	-40,2	75,6	5,0
Nouveau-Brunswick	37 086	24 951	48,6	-22,4	-10,8	24,3	-5,2	8,3
Québec	462 970	508 535	-9,0	-15,1	46,9	-10,7	0,1	-8,1
Ontario	994 969	965 888	3,0	-21,9	22,1	2,3	-11,7	6,4
Manitoba	36 785	42 187	-12,8	-9,8	31,7	2,0	-20,5	19,7
Saskatchewan	17 819	32 690	-45,5	-2,7	33,4	38,1	-37,4	21,5
Alberta	319 141	355 509	-10,2	-10,4	-11,9	14,1	-5,2	16,2
Colombie-Britannique	437 126	293 940	48,7	-18,7	-14,9	32,2	-18,0	29,5
Yukon	1 954	628	211,1	-15,1	-73,9	68,3	-9,7	13,2
Territoires du Nord-Ouest	2 052	718	185,8	-56,3	-26,3	7,1	-25,4	-63,3
Nunavut	879	0	...	...	-100,0	-96,6	-52,8	-89,7

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2003	2003	Mars - Fév.	Fév. - Jan.	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.
	Mars ^p	Février ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	197 292	193 752	1,8	-20,3	12,7	3,6	-6,5	8,0
Terre-Neuve-et-Labrador	1 368	1 536	-10,9	-16,9	38,7	-33,1	-11,7	-1,6
Île-du-Prince-Édouard	948	756	25,4	-42,7	103,7	-27,0	19,4	26,5
Nouvelle-Écosse	3 636	5 172	-29,7	20,1	-16,1	-40,1	85,0	5,2
Nouveau-Brunswick	8 520	3 396	150,9	2,9	-22,5	5,3	0,6	18,8
Québec	41 520	45 408	-8,6	-32,4	99,4	-27,6	7,5	-9,0
Ontario	68 676	71 772	-4,3	-24,2	16,8	5,2	-11,5	9,4
Manitoba	3 648	3 060	19,2	-19,0	24,5	2,8	-22,6	17,3
Saskatchewan	1 872	4 092	-54,3	2,7	8,9	104,7	-45,4	25,2
Alberta	33 936	36 852	-7,9	-6,6	-24,3	37,7	-12,7	20,4
Colombie-Britannique	32 544	21 456	51,7	-6,3	-24,2	15,9	-12,8	16,7
Yukon	108	48	125,0	...	-100,0	-25,0	0,0	66,7
Territoires du Nord-Ouest	336	204	64,7	-37,0	-15,6	23,1	136,4	-79,2
Nunavut	180	0	...	...	...	-100,0	-50,0	-90,5

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2003

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					Total
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Février ^f	10 123	6 023	16 146	2 301 712	349 774	635 256	526 018	1 511 048	3 812 760
Mars ^p	9 511	6 930	16 441	2 374 074	288 978	685 061	296 137	1 270 176	3 644 250
Cumulatif janv. - mars 2003	30 869	21 972	52 841	7 454 894	905 255	2 236 620	1 178 596	4 320 471	11 775 365
Cumulatif janv. - mars 2002	32 896	18 532	51 428	6 987 793	729 504	2 073 331	1 251 575	4 054 410	11 042 203
Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^f	114	14	128	17 930	117	7 000	1 107	8 224	26 154
Mars ^p	108	6	114	15 177	0	7 887	313	8 200	23 377
Cumulatif janv. - mars 2003	364	32	396	54 574	379	22 906	4 231	27 516	82 090
Cumulatif janv. - mars 2002	395	100	495	55 490	2 438	14 531	1 704	18 673	74 163
Île-du-Prince-Édouard									
Février ^f	55	8	63	6 687	0	439	0	439	7 126
Mars ^p	52	27	79	7 735	31	3 732	740	4 503	12 238
Cumulatif janv. - mars 2003	155	97	252	20 217	31	5 087	1 615	6 733	26 950
Cumulatif janv. - mars 2002	187	45	232	21 671	964	3 781	525	5 270	26 941
Nouvelle-Écosse									
Février ^f	262	169	431	52 049	3 167	13 295	1 892	18 354	70 403
Mars ^p	244	59	303	40 381	21 736	19 158	1 481	42 375	82 756
Cumulatif janv. - mars 2003	750	343	1 093	135 517	27 592	47 543	3 574	78 709	214 226
Cumulatif janv. - mars 2002	950	272	1 222	147 294	5 116	35 536	4 290	44 942	192 236
Nouveau-Brunswick									
Février ^f	179	104	283	24 951	1 989	13 714	530	16 233	41 184
Mars ^p	217	493	710	37 086	2 819	9 672	2 458	14 949	52 035
Cumulatif janv. - mars 2003	645	623	1 268	94 172	5 836	28 827	4 595	39 258	133 430
Cumulatif janv. - mars 2002	810	364	1 174	111 545	3 425	27 016	2 306	32 747	144 292
Québec									
Février ^f	2 082	1 702	3 784	508 535	62 889	131 197	67 496	261 582	770 117
Mars ^p	1 669	1 791	3 460	462 970	89 335	135 455	55 835	280 625	743 595
Cumulatif janv. - mars 2003	6 117	6 723	12 840	1 570 214	205 666	446 072	152 693	804 431	2 374 645
Cumulatif janv. - mars 2002	5 759	4 169	9 928	1 270 815	209 049	480 700	206 487	896 236	2 167 051
Ontario									
Février ^f	3 878	2 103	5 981	965 888	239 688	228 397	337 308	805 393	1 771 281
Mars ^p	4 106	1 617	5 723	994 969	148 260	230 428	184 812	563 500	1 558 469
Cumulatif janv. - mars 2003	12 339	7 253	19 592	3 197 606	513 647	840 947	745 933	2 100 527	5 298 133
Cumulatif janv. - mars 2002	13 906	7 152	21 058	3 190 879	336 379	780 304	760 582	1 877 265	5 068 144
Manitoba									
Février ^f	247	8	255	42 187	3 555	27 664	4 382	35 601	77 788
Mars ^p	218	86	304	36 785	947	46 028	2 063	49 038	85 823
Cumulatif janv. - mars 2003	778	96	874	125 721	6 735	89 957	8 756	105 448	231 169
Cumulatif janv. - mars 2002	666	53	719	100 087	24 116	61 724	47 925	133 765	233 852
Saskatchewan									
Février ^f	177	164	341	32 690	4 445	30 350	1 245	36 040	68 730
Mars ^p	108	48	156	17 819	502	15 847	3 740	20 089	37 908
Cumulatif janv. - mars 2003	433	396	829	84 093	6 293	87 089	14 432	107 814	191 907
Cumulatif janv. - mars 2002	357	243	600	62 788	3 685	62 642	45 117	111 444	174 232

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés, 2003 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliiales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Février ^f	2 026	1 045	3 071	355 509	22 777	117 956	79 417	220 150	575 659
Mars ^p	1 748	1 080	2 828	319 141	13 520	135 327	14 286	163 133	482 274
Cumulatif janv. - mars 2003	5 960	3 228	9 188	1 071 509	96 921	380 398	143 442	620 761	1 692 270
Cumulatif janv. - mars 2002	7 023	3 361	10 384	1 139 953	118 081	331 374	70 756	520 211	1 660 164
Colombie-Britannique									
Février ^f	1 086	702	1 788	293 940	11 044	64 194	32 484	107 722	401 662
Mars ^p	1 003	1 709	2 712	437 126	11 816	79 218	27 529	118 563	555 689
Cumulatif janv. - mars 2003	3 246	3 163	6 409	1 092 656	41 706	283 644	96 160	421 510	1 514 166
Cumulatif janv. - mars 2002	2 786	2 755	5 541	879 553	25 849	272 906	89 050	387 805	1 267 358
Yukon									
Février ^f	0	4	4	628	3	414	157	574	1 202
Mars ^p	9	0	9	1 954	0	1 729	2 851	4 580	6 534
Cumulatif janv. - mars 2003	9	4	13	3 322	3	2 478	3 136	5 617	8 939
Cumulatif janv. - mars 2002	30	2	32	4 405	75	422	164	661	5 066
Territoires du Nord-Ouest									
Février ^f	17	0	17	718	100	636	0	736	1 454
Mars ^p	28	0	28	2 052	8	407	24	439	2 491
Cumulatif janv. - mars 2003	72	0	72	4 414	442	1 499	24	1 965	6 379
Cumulatif janv. - mars 2002	25	0	25	868	323	1 507	22 669	24 499	25 367
Nunavut									
Février ^f	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	1	14	15	879	4	173	5	182	1 061
Cumulatif janv. - mars 2003	1	14	15	879	4	173	5	182	1 061
Cumulatif janv. - mars 2002	2	16	18	2 445	4	888	0	892	3 337

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2003

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Février ^f	70	87	157	12 639	725	870	4	1 599	14 238
Mars ^p	74	10	84	11 517	617	12 640	0	13 257	24 774
Cumulatif janv. - mars 2003	209	98	307	33 926	2 658	14 178	2 623	19 459	53 385
Cumulatif janv. - mars 2002	179	84	263	28 899	3 266	3 719	3 422	10 407	39 306
Calgary, Alberta									
Février ^f	838	408	1 246	166 727	2 044	62 686	66 925	131 655	298 382
Mars ^p	732	313	1 045	131 839	2 802	70 757	2 992	76 551	208 390
Cumulatif janv. - mars 2003	2 515	925	3 440	469 002	51 906	205 713	71 578	329 197	798 199
Cumulatif janv. - mars 2002	2 719	879	3 598	459 080	13 201	122 340	21 198	156 739	615 819
Edmonton, Alberta									
Février ^f	501	504	1 005	86 361	1 872	27 535	8 355	37 762	124 123
Mars ^p	519	480	999	94 735	3 774	35 783	7 281	46 838	141 573
Cumulatif janv. - mars 2003	1 564	1 378	2 942	288 663	14 421	91 226	51 052	156 699	445 362
Cumulatif janv. - mars 2002	1 726	1 183	2 909	281 766	60 061	67 314	14 836	142 211	423 977
Gatineau, Québec									
Février ^f	74	42	116	17 827	854	2 828	1 785	5 467	23 294
Mars ^p	82	62	144	20 476	322	8 469	867	9 658	30 134
Cumulatif janv. - mars 2003	283	245	528	64 438	1 557	35 295	3 074	39 926	104 364
Cumulatif janv. - mars 2002	249	234	483	55 343	1 161	42 850	30 345	74 356	129 699
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Février ^f	124	143	267	33 478	97	6 669	1 618	8 384	41 862
Mars ^p	116	22	138	19 833	19 283	9 956	203	29 442	49 275
Cumulatif janv. - mars 2003	361	258	619	79 511	19 380	20 411	1 893	41 684	121 195
Cumulatif janv. - mars 2002	472	226	698	84 861	314	13 048	1 240	14 602	99 463
Hamilton, Ontario									
Février ^f	150	172	322	38 394	1 245	12 889	120 498	134 632	173 026
Mars ^p	108	68	176	28 567	15 823	6 195	2 247	24 265	52 832
Cumulatif janv. - mars 2003	453	345	798	119 165	19 607	38 182	172 304	230 093	349 258
Cumulatif janv. - mars 2002	553	565	1 118	143 416	47 310	77 993	50 627	175 930	319 346
Kingston, Ontario									
Février ^f	28	3	31	3 408	1 268	649	4 057	5 974	9 382
Mars ^p	54	8	62	8 178	8	2 216	120	2 344	10 522
Cumulatif janv. - mars 2003	118	13	131	17 344	1 321	14 807	10 629	26 757	44 101
Cumulatif janv. - mars 2002	151	6	157	20 349	736	4 818	7 534	13 088	33 437
Kitchener, Ontario									
Février ^f	245	98	343	49 318	2 748	6 815	23 168	32 731	82 049
Mars ^p	233	66	299	44 597	4 654	27 905	2 736	35 295	79 892
Cumulatif janv. - mars 2003	706	358	1 064	155 727	26 483	50 392	26 044	102 919	258 646
Cumulatif janv. - mars 2002	828	238	1 066	147 647	27 242	53 851	23 886	104 979	252 626
London, Ontario									
Février ^f	156	47	203	26 920	1 304	2 942	23 934	28 180	55 100
Mars ^p	133	139	272	32 380	19 077	1 504	18 861	39 442	71 822
Cumulatif janv. - mars 2003	430	374	804	96 327	21 642	9 642	46 901	78 185	174 512
Cumulatif janv. - mars 2002	514	94	608	83 251	2 882	23 872	49 925	76 679	159 930
Montréal, Québec									
Février ^f	1 033	998	2 031	279 757	27 523	83 086	33 486	144 095	423 852
Mars ^p	662	1 035	1 697	223 925	14 875	68 948	24 733	108 556	332 481
Cumulatif janv. - mars 2003	2 744	3 691	6 435	806 333	68 243	232 031	66 705	366 979	1 173 312
Cumulatif janv. - mars 2002	2 762	2 547	5 309	679 602	98 210	304 915	44 100	447 225	1 126 827

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2003 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Oshawa, Ontario									
Février ^f	227	150	377	62 325	101 253	1 199	410	102 862	165 187
Mars ^p	202	84	286	49 601	2 085	10 785	10 375	23 245	72 846
Cumulatif janv. - mars 2003	564	343	907	153 794	105 577	12 917	10 864	129 358	283 152
Cumulatif janv. - mars 2002	753	176	929	133 547	3 283	11 541	10 869	25 693	159 240
Ottawa, Ontario									
Février ^f	248	348	596	76 119	5 115	40 195	10 754	56 064	132 183
Mars ^p	322	149	471	78 021	10 969	37 829	26 800	75 598	153 619
Cumulatif janv. - mars 2003	765	781	1 546	223 754	16 782	119 394	37 708	173 884	397 638
Cumulatif janv. - mars 2002	906	916	1 822	226 085	2 249	51 756	43 396	97 401	323 486
Québec, Québec									
Février ^f	239	173	412	48 083	553	6 341	1 893	8 787	56 870
Mars ^p	196	290	486	58 586	3 832	23 399	13 891	41 122	99 708
Cumulatif janv. - mars 2003	754	1 103	1 857	178 503	6 317	54 822	25 069	86 208	264 711
Cumulatif janv. - mars 2002	626	358	984	111 938	3 790	25 461	14 867	44 118	156 056
Regina, Saskatchewan									
Février ^f	44	0	44	6 070	0	21 173	909	22 082	28 152
Mars ^p	24	41	65	5 519	30	5 904	1 064	6 998	12 517
Cumulatif janv. - mars 2003	122	41	163	18 462	46	36 043	2 109	38 198	56 660
Cumulatif janv. - mars 2002	106	66	172	18 498	846	14 860	419	16 125	34 623
Saguenay, Québec									
Février ^f	7	33	40	3 188	0	3 495	77	3 572	6 760
Mars ^p	27	15	42	6 333	1 778	840	0	2 618	8 951
Cumulatif janv. - mars 2003	38	60	98	11 342	1 836	7 833	77	9 746	21 088
Cumulatif janv. - mars 2002	45	33	78	10 228	287	5 859	13 161	19 307	29 535
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Février ^f	21	50	71	4 174	1 394	1 304	25	2 723	6 897
Mars ^p	27	4	31	4 537	5	1 137	73	1 215	5 752
Cumulatif janv. - mars 2003	121	54	175	17 016	1 399	3 105	128	4 632	21 648
Cumulatif janv. - mars 2002	111	6	117	14 741	1 266	3 538	6	4 810	19 551
Saskatoon, Saskatchewan									
Février ^f	62	164	226	16 290	265	5 638	58	5 961	22 251
Mars ^p	45	7	52	6 244	311	878	2 158	3 347	9 591
Cumulatif janv. - mars 2003	184	355	539	45 851	702	17 020	10 843	28 565	74 416
Cumulatif janv. - mars 2002	161	166	327	31 278	1 226	26 659	30 045	57 930	89 208
Sherbrooke, Québec									
Février ^f	57	25	82	11 910	104	1 264	0	1 368	13 278
Mars ^p	53	64	117	12 748	1 873	1 703	412	3 988	16 736
Cumulatif janv. - mars 2003	168	99	267	35 781	2 872	6 249	1 319	10 440	46 221
Cumulatif janv. - mars 2002	135	155	290	29 625	1 589	4 074	22 466	28 129	57 754
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Février ^f	83	14	97	15 990	6 012	20 731	788	27 531	43 521
Mars ^p	79	14	93	15 193	248	8 638	6 757	15 643	30 836
Cumulatif janv. - mars 2003	264	88	352	53 298	7 852	68 800	8 411	85 063	138 361
Cumulatif janv. - mars 2002	209	47	256	41 244	5 131	113 687	14 416	133 234	174 478
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Février ^f	87	14	101	14 385	77	3 468	1 100	4 645	19 030
Mars ^p	58	6	64	8 831	0	4 793	313	5 106	13 937
Cumulatif janv. - mars 2003	248	32	280	40 300	333	11 470	2 949	14 752	55 052
Cumulatif janv. - mars 2002	265	97	362	40 618	2 178	8 308	1 645	12 131	52 749

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2003 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Sudbury, Ontario									
Février ^f	18	0	18	3 001	0	1 878	504	2 382	5 383
Mars ^p	9	0	9	1 757	26	3 224	6 808	10 058	11 815
Cumulatif janv. - mars 2003	30	0	30	5 262	71	5 922	7 451	13 444	18 706
Cumulatif janv. - mars 2002	29	0	29	5 200	45	4 564	2 140	6 749	11 949
Thunder Bay, Ontario									
Février ^f	7	0	7	1 506	117	7 719	164	8 000	9 506
Mars ^p	7	0	7	1 306	225	4 759	1 861	6 845	8 151
Cumulatif janv. - mars 2003	15	0	15	3 407	781	13 821	2 107	16 709	20 116
Cumulatif janv. - mars 2002	18	41	59	8 235	1 440	1 100	63 431	65 971	74 206
Toronto, Ontario									
Février ^f	1 381	1 070	2 451	431 502	61 700	78 511	120 172	260 383	691 885
Mars ^p	1 790	903	2 693	503 221	45 607	66 429	26 556	138 592	641 813
Cumulatif janv. - mars 2003	5 115	4 041	9 156	1 601 882	145 576	326 708	213 905	686 189	2 288 071
Cumulatif janv. - mars 2002	5 814	4 016	9 830	1 610 891	73 938	209 586	218 827	502 351	2 113 242
Trois-Rivières, Québec									
Février ^f	23	38	61	7 577	502	1 934	818	3 254	10 831
Mars ^p	21	16	37	5 315	1 310	3 760	471	5 541	10 856
Cumulatif janv. - mars 2003	57	102	159	18 856	1 837	8 512	2 399	12 748	31 604
Cumulatif janv. - mars 2002	43	39	82	13 005	10 674	3 633	4 111	18 418	31 423
Vancouver, Colombie-Britannique									
Février ^f	442	354	796	154 280	4 608	30 570	18 830	54 008	208 288
Mars ^p	441	1 124	1 565	280 749	6 217	34 164	12 776	53 157	333 906
Cumulatif janv. - mars 2003	1 398	1 825	3 223	638 145	23 812	152 780	43 049	219 641	857 786
Cumulatif janv. - mars 2002	1 237	1 638	2 875	525 847	12 710	168 696	29 360	210 766	736 613
Victoria, Colombie-Britannique									
Février ^f	83	80	163	24 558	576	10 932	10 521	22 029	46 587
Mars ^p	81	85	166	21 004	211	6 475	681	7 367	28 371
Cumulatif janv. - mars 2003	268	178	446	69 483	1 003	38 790	20 518	60 311	129 794
Cumulatif janv. - mars 2002	250	230	480	64 392	2 091	23 106	28 127	53 324	117 716
Windsor, Ontario									
Février ^f	152	32	184	28 604	8 464	8 543	18 917	35 924	64 528
Mars ^p	133	31	164	26 906	10 143	5 323	2 252	17 718	44 624
Cumulatif janv. - mars 2003	440	176	616	93 049	29 770	21 257	22 783	73 810	166 859
Cumulatif janv. - mars 2002	441	73	514	85 516	18 517	58 016	31 805	108 338	193 854
Winnipeg, Manitoba									
Février ^f	122	8	130	22 971	2 015	22 086	3 938	28 039	51 010
Mars ^p	122	48	170	22 020	471	41 164	1 792	43 427	65 447
Cumulatif janv. - mars 2003	431	58	489	70 477	4 281	77 797	7 707	89 785	160 262
Cumulatif janv. - mars 2002	366	0	366	56 481	5 488	47 220	6 834	59 542	116 023

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2003

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Février ^f	7 063	19	785	1 129	2 170	234	11 400
Mars ^p	10 213	25	1 419	1 275	5 105	374	18 411
Cumulatif janv. - mars 2003	23 798	63	3 246	3 451	11 170	995	42 723
Cumulatif janv. - mars 2002	25 366	58	2 531	3 532	9 073	1 332	41 892
Terre-Neuve-et-Labrador							
Février ^f	27	1	0	0	3	2	33
Mars ^p	54	0	0	0	4	0	58
Cumulatif janv. - mars 2003	114	2	0	0	15	2	133
Cumulatif janv. - mars 2002	139	1	2	0	68	3	213
Île-du-Prince-Édouard							
Février ^f	11	3	2	0	0	1	17
Mars ^p	30	3	0	0	8	2	43
Cumulatif janv. - mars 2003	50	8	4	0	16	12	90
Cumulatif janv. - mars 2002	68	4	5	0	6	0	83
Nouvelle-Écosse							
Février ^f	128	3	16	13	121	2	283
Mars ^p	202	1	16	5	25	4	253
Cumulatif janv. - mars 2003	437	6	46	18	227	11	745
Cumulatif janv. - mars 2002	569	12	0	9	227	11	828
Nouveau-Brunswick							
Février ^f	38	0	2	0	52	7	99
Mars ^p	120	1	20	0	157	9	307
Cumulatif janv. - mars 2003	211	5	22	0	211	17	466
Cumulatif janv. - mars 2002	303	3	2	6	78	40	432
Québec							
Février ^f	1 791	3	117	29	1 097	150	3 187
Mars ^p	2 444	7	227	71	2 166	193	5 108
Cumulatif janv. - mars 2003	5 296	12	453	123	4 387	537	10 808
Cumulatif janv. - mars 2002	5 239	12	411	151	2 798	583	9 194
Ontario							
Février ^f	2 498	2	478	496	286	29	3 789
Mars ^p	4 373	5	888	802	318	67	6 453
Cumulatif janv. - mars 2003	9 563	11	2 049	1 850	2 465	177	16 115
Cumulatif janv. - mars 2002	10 504	8	1 490	2 500	2 267	449	17 218
Manitoba							
Février ^f	146	0	2	6	0	0	154
Mars ^p	199	3	0	0	84	2	288
Cumulatif janv. - mars 2003	488	3	4	6	84	2	587
Cumulatif janv. - mars 2002	418	2	0	0	40	15	475

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2003 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Février ^f	82	0	2	160	2	2	248
Mars ^p	98	1	0	0	45	3	147
Cumulatif janv. - mars 2003	245	1	6	210	125	57	644
Cumulatif janv. - mars 2002	208	1	19	0	224	0	452
Alberta							
Février ^f	1 501	5	130	240	397	2	2 275
Mars ^p	1 683	3	224	117	653	4	2 684
Cumulatif janv. - mars 2003	4 718	10	514	595	1 453	30	7 320
Cumulatif janv. - mars 2002	5 606	9	491	379	1 830	31	8 346
Colombie-Britannique							
Février ^f	836	2	34	185	212	37	1 306
Mars ^p	999	1	42	280	1 633	90	3 045
Cumulatif janv. - mars 2003	2 652	5	144	649	2 175	148	5 773
Cumulatif janv. - mars 2002	2 301	6	108	473	1 535	199	4 622
Yukon							
Février ^f	0	0	2	0	0	2	4
Mars ^p	2	0	0	0	0	0	2
Cumulatif janv. - mars 2003	2	0	2	0	0	2	6
Cumulatif janv. - mars 2002	3	0	1	0	0	1	5
Territoires du Nord-Ouest							
Février ^f	5	0	0	0	0	0	5
Mars ^p	8	0	0	0	0	0	8
Cumulatif janv. - mars 2003	21	0	0	0	0	0	21
Cumulatif janv. - mars 2002	6	0	0	0	0	0	6
Nunavut							
Février ^f	0	0	0	0	0	0	0
Mars ^p	1	0	2	0	12	0	15
Cumulatif janv. - mars 2003	1	0	2	0	12	0	15
Cumulatif janv. - mars 2002	2	0	2	14	0	0	18

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, mars 2003

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	73	0	2	10	0	0	85
Calgary, Alberta	719	0	71	82	138	0	1 010
Edmonton, Alberta	509	0	130	11	302	3	955
Gatineau, Québec	126	2	40	0	50	4	222
Halifax, Nouvelle-Écosse	113	0	16	5	1	0	135
Hamilton, Ontario	125	0	22	68	0	0	215
Kingston, Ontario	62	1	11	0	0	0	74
Kitchener, Ontario	270	0	10	58	15	4	357
London, Ontario	154	0	3	22	156	2	337
Montréal, Québec	1 038	0	69	62	1 320	126	2 615
Oshawa, Ontario	234	0	84	24	0	3	345
Ottawa, Ontario	373	0	18	171	0	7	569
Québec, Québec	306	1	52	2	376	12	749
Regina, Saskatchewan	26	0	0	0	41	0	67
Saguenay, Québec	43	0	0	0	14	9	66
Saint John, Nouveau-Brunswick	27	0	0	0	4	0	31
Saskatoon, Saskatchewan	50	0	0	0	4	3	57
Sherbrooke, Québec	83	0	0	0	94	3	180
St. Catharines-Niagara, Ontario	92	0	0	15	0	4	111
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	40	0	0	0	4	0	44
Sudbury, Ontario	10	0	0	0	0	0	10
Thunder Bay, Ontario	8	0	0	0	0	0	8
Toronto, Ontario	2 073	0	678	386	119	5	3 261
Trois-Rivières, Québec	33	0	14	0	8	2	57
Vancouver, Colombie-Britannique	435	0	18	227	1 071	29	1 780
Victoria, Colombie-Britannique	78	0	0	2	48	54	182
Windsor, Ontario	154	0	24	16	0	1	195
Winnipeg, Manitoba	125	0	0	0	48	0	173

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – mars 2003

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	183	0	2	10	60	1	256
Calgary, Alberta	2 171	0	204	342	270	0	2 987
Edmonton, Alberta	1 361	0	246	165	804	25	2 601
Gatineau, Québec	269	2	68	0	122	7	468
Halifax, Nouvelle-Écosse	261	0	41	14	203	0	519
Hamilton, Ontario	375	0	33	203	62	0	673
Kingston, Ontario	108	1	15	0	0	0	124
Kitchener, Ontario	613	0	24	103	196	11	947
London, Ontario	369	0	6	67	309	10	761
Montréal, Québec	2 645	0	163	99	2 682	242	5 831
Oshawa, Ontario	497	0	221	84	0	3	805
Ottawa, Ontario	694	0	68	378	222	16	1 378
Québec, Québec	720	1	84	17	732	57	1 611
Regina, Saskatchewan	81	0	0	0	41	0	122
Saguenay, Québec	52	0	0	0	42	14	108
Saint John, Nouveau-Brunswick	51	0	0	0	54	0	105
Saskatoon, Saskatchewan	126	0	6	210	84	57	483
Sherbrooke, Québec	172	0	2	0	116	4	294
St. Catharines-Niagara, Ontario	226	0	2	55	5	23	311
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	98	0	0	0	15	2	115
Sudbury, Ontario	24	1	0	0	0	0	25
Thunder Bay, Ontario	14	0	0	0	0	0	14
Toronto, Ontario	4 483	0	1 540	794	1 480	19	8 316
Trois-Rivières, Québec	63	0	38	0	36	4	141
Vancouver, Colombie-Britannique	1 218	0	80	496	1 402	63	3 259
Victoria, Colombie-Britannique	226	3	4	25	85	64	407
Windsor, Ontario	376	0	44	40	84	1	545
Winnipeg, Manitoba	321	0	4	6	48	0	379

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2003

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Février ^r	1 569 609	258 695	428 008	381 528	2 637 840
Mars ^p	2 529 388	267 864	630 255	258 408	3 685 915
Cumulatif janv. - mars 2003	5 827 199	722 695	1 634 518	942 785	9 127 197
Cumulatif janv. - mars 2002	5 447 937	539 527	1 490 541	1 064 800	8 542 805
Terre-Neuve-et-Labrador					
Février ^r	4 344	117	2 554	1 107	8 122
Mars ^p	7 936	0	3 230	313	11 479
Cumulatif janv. - mars 2003	17 432	379	9 184	4 231	31 226
Cumulatif janv. - mars 2002	22 400	2 438	6 771	1 704	33 313
Île-du-Prince-Édouard					
Février ^r	1 917	0	439	0	2 356
Mars ^p	5 010	31	3 732	740	9 513
Cumulatif janv. - mars 2003	9 061	31	5 087	1 615	15 794
Cumulatif janv. - mars 2002	9 156	964	3 781	525	14 426
Nouvelle-Écosse					
Février ^r	33 404	1 651	9 853	1 892	46 800
Mars ^p	34 661	20 327	16 986	1 481	73 455
Cumulatif janv. - mars 2003	93 116	23 063	35 066	3 574	154 819
Cumulatif janv. - mars 2002	94 610	2 623	26 537	4 290	128 060
Nouveau-Brunswick					
Février ^r	6 623	1 989	13 714	530	22 856
Mars ^p	22 338	2 819	9 672	2 458	37 287
Cumulatif janv. - mars 2003	34 702	5 836	28 827	4 595	73 960
Cumulatif janv. - mars 2002	41 172	3 425	27 016	2 306	73 919
Québec					
Février ^r	385 697	31 591	101 186	37 725	556 199
Mars ^p	594 441	86 260	118 178	48 303	847 182
Cumulatif janv. - mars 2003	1 264 956	146 512	310 152	99 976	1 821 596
Cumulatif janv. - mars 2002	1 072 178	129 124	321 432	131 958	1 654 692
Ontario					
Février ^r	606 089	181 423	142 984	254 078	1 184 574
Mars ^p	1 070 974	131 630	225 978	150 984	1 579 566
Cumulatif janv. - mars 2003	2 499 712	394 770	604 844	615 027	4 114 353
Cumulatif janv. - mars 2002	2 466 932	228 820	555 355	650 667	3 901 774
Manitoba					
Février ^r	23 206	3 555	17 882	4 382	49 025
Mars ^p	34 259	947	33 423	2 063	70 692
Cumulatif janv. - mars 2003	77 897	6 735	66 685	8 756	160 073
Cumulatif janv. - mars 2002	65 211	24 116	44 043	47 925	181 295
Saskatchewan					
Février ^r	19 353	4 445	13 985	1 245	39 028
Mars ^p	15 866	502	14 810	3 740	34 918
Cumulatif janv. - mars 2003	57 769	6 293	57 800	14 432	136 294
Cumulatif janv. - mars 2002	41 730	3 685	42 706	45 117	133 238

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2003 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Février ^r	260 307	22 777	77 064	47 928	408 076
Mars ^p	300 868	13 520	129 079	17 917	461 384
Cumulatif janv. - mars 2003	843 897	96 921	310 528	91 254	1 342 600
Cumulatif janv. - mars 2002	898 493	118 081	261 676	68 425	1 346 675
Colombie-Britannique					
Février ^r	227 692	11 044	47 297	32 484	318 517
Mars ^p	439 555	11 816	72 858	27 529	551 758
Cumulatif janv. - mars 2003	922 366	41 706	202 195	96 160	1 262 427
Cumulatif janv. - mars 2002	731 738	25 849	198 407	89 050	1 045 044
Yukon					
Février ^r	259	3	414	157	833
Mars ^p	549	0	1 729	2 851	5 129
Cumulatif janv. - mars 2003	998	3	2 478	3 136	6 615
Cumulatif janv. - mars 2002	1 004	75	422	164	1 665
Territoires du Nord-Ouest					
Février ^r	718	100	636	0	1 454
Mars ^p	2 052	8	407	24	2 491
Cumulatif janv. - mars 2003	4 414	442	1 499	24	6 379
Cumulatif janv. - mars 2002	868	323	1 507	22 669	25 367
Nunavut					
Février ^r	0	0	0	0	0
Mars ^p	879	4	173	5	1 061
Cumulatif janv. - mars 2003	879	4	173	5	1 061
Cumulatif janv. - mars 2002	2 445	4	888	0	3 337

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, mars 2003

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	11 365	617	12 125	0	24 107
Calgary, Alberta	130 502	2 802	65 699	4 050	203 053
Edmonton, Alberta	90 895	3 774	33 225	9 854	137 748
Gatineau, Québec	27 317	220	7 287	690	35 514
Halifax, Nouvelle-Écosse	19 198	19 283	9 956	203	48 640
Hamilton, Ontario	33 255	12 393	6 439	1 772	53 859
Kingston, Ontario	9 392	6	2 303	95	11 796
Kitchener, Ontario	51 153	3 645	29 003	2 157	85 958
London, Ontario	38 112	14 941	1 563	14 872	69 488
Montréal, Québec	302 666	10 163	59 328	19 673	391 830
Oshawa, Ontario	57 467	1 633	11 209	8 181	78 490
Ottawa, Ontario	90 197	8 591	39 318	21 132	159 238
Québec, Québec	79 495	2 618	20 134	11 049	113 296
Regina, Saskatchewan	5 629	30	6 624	1 064	13 347
Saguenay, Québec	8 386	1 215	723	0	10 324
Saint John, Nouveau-Brunswick	4 196	5	1 137	73	5 411
Saskatoon, Saskatchewan	6 458	311	985	2 158	9 912
Sherbrooke, Québec	17 099	1 280	1 465	328	20 172
St. Catharines-Niagara, Ontario	17 280	194	8 978	5 328	31 780
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	5 864	0	2 277	313	8 454
Sudbury, Ontario	1 988	20	3 351	5 368	10 727
Thunder Bay, Ontario	1 483	176	4 946	1 467	8 072
Toronto, Ontario	582 492	35 720	69 044	20 939	708 195
Trois-Rivières, Québec	7 123	895	3 235	375	11 628
Vancouver, Colombie-Britannique	278 956	6 217	32 772	12 776	330 721
Victoria, Colombie-Britannique	20 762	211	6 211	681	27 865
Windsor, Ontario	30 784	7 944	5 532	1 776	46 036
Winnipeg, Manitoba	21 512	471	29 459	1 792	53 234

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – mars 2003

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	29 742	2 658	13 227	2 623	48 250
Calgary, Alberta	399 357	51 906	170 193	43 552	665 008
Edmonton, Alberta	247 388	14 421	75 624	26 890	364 323
Gatineau, Québec	56 668	1 051	22 420	2 081	82 220
Halifax, Nouvelle-Écosse	64 295	19 380	20 411	1 893	105 979
Hamilton, Ontario	98 113	15 278	26 414	147 885	287 690
Kingston, Ontario	15 971	1 098	10 029	10 264	37 362
Kitchener, Ontario	131 258	19 806	42 976	19 947	213 987
London, Ontario	84 382	16 946	6 634	37 597	145 559
Montréal, Québec	705 906	46 720	170 132	46 082	968 840
Oshawa, Ontario	131 076	87 810	12 551	8 580	240 017
Ottawa, Ontario	194 267	13 369	90 479	29 487	327 602
Québec, Québec	160 998	4 372	38 725	17 445	221 540
Regina, Saskatchewan	13 007	46	23 321	2 109	38 483
Saguenay, Québec	11 934	1 257	5 455	50	18 696
Saint John, Nouveau-Brunswick	8 346	1 399	3 105	128	12 978
Saskatoon, Saskatchewan	38 321	702	12 218	10 843	62 084
Sherbrooke, Québec	33 036	1 994	4 254	833	40 117
St. Catharines-Niagara, Ontario	44 527	6 371	46 439	6 878	104 215
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	14 710	333	5 945	2 949	23 937
Sudbury, Ontario	4 443	53	5 060	5 904	15 460
Thunder Bay, Ontario	2 963	593	10 730	1 682	15 968
Toronto, Ontario	1 373 059	115 051	230 768	186 139	1 905 017
Trois-Rivières, Québec	16 891	1 240	6 325	1 523	25 979
Vancouver, Colombie-Britannique	582 419	23 812	109 869	43 049	759 149
Victoria, Colombie-Britannique	60 742	1 003	27 778	20 518	110 041
Windsor, Ontario	78 237	23 124	15 548	17 947	134 856
Winnipeg, Manitoba	52 388	4 281	59 320	7 707	123 696

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, mars 2003

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-Lab.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
milliers de dollars														
Non résidentiel, total	1 156 527	3 543	4 503	38 794	14 949	252 741	508 592	36 433	19 052	160 516	112 203	4 580	439	182
Industriel	267 864	0	31	20 327	2 819	86 260	131 630	947	502	13 520	11 816	0	8	4
Usines, fabriques	162 646	0	0	0	1 872	66 338	85 127	0	0	6 156	3 153	0	0	0
Transports, services	40 082	0	0	19 283	549	8 093	11 857	0	0	300	0	0	0	0
Mines et agriculture	21 543	0	0	250	0	2 664	15 090	0	0	1 955	1 584	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	43 593	0	31	794	398	9 165	19 556	947	502	5 109	7 079	0	8	4
Commercial	630 255	3 230	3 732	16 986	9 672	118 178	225 978	33 423	14 810	129 079	72 858	1 729	407	173
Commerces et services	173 826	416	0	9 567	2 500	21 998	62 059	1 850	5 109	35 050	35 277	0	0	0
Entrepôts	42 911	600	0	2 431	380	15 635	11 498	950	0	8 772	2 645	0	0	0
Postes d'essence	14 430	0	0	500	0	1 150	7 297	0	0	3 298	2 185	0	0	0
Edifices à bureaux	88 803	0	350	350	1 143	17 812	19 623	1 146	2 299	34 337	9 759	1 642	342	0
Loisirs	77 306	0	3 000	0	0	10 430	40 394	9 000	0	11 000	3 482	0	0	0
Hôtels, restaurants	76 263	500	0	0	2 550	19 476	28 260	9 785	4 100	10 182	1 410	0	0	0
Laboratoires	37 763	0	0	0	0	4 300	20 000	6 051	0	6 929	483	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	118 953	1 714	382	4 138	3 099	27 377	36 847	4 641	3 302	19 511	17 617	87	65	173
Institutionnel et gouvernemental	258 408	313	740	1 481	2 458	48 303	150 984	2 063	3 740	17 917	27 529	2 851	24	5
Écoles, éducation	78 110	0	600	0	0	26 764	32 458	0	2 000	4 525	9 174	2 589	0	0
Hôpitaux, médical	78 679	0	0	0	0	1 806	70 127	500	0	3 046	3 200	0	0	0
Bien-être, foyers	48 978	275	0	0	0	5 961	26 804	560	327	4 782	10 269	0	0	0
Églises, religion	10 938	0	0	260	1 100	1 102	4 377	0	0	2 350	1 749	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	20 896	0	0	500	945	7 249	10 490	0	782	930	0	0	0	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	20 807	38	140	721	413	5 421	6 728	1 003	631	2 284	3 137	262	24	5

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Enquête mensuelle sur les permis de bâtir – Qualité des données, concepts et méthodologie

Les renseignements qui suivent devraient être utilisés pour s'assurer de bien comprendre les concepts fondamentaux sur lesquels s'appuie la définition des données présentées ici, les méthodes qui sous-tendent l'enquête et les principaux aspects de la qualité des données. Ces renseignements vous aideront à mieux comprendre les points forts et les limites des données et la façon de bien les utiliser et les analyser. Ils pourraient être particulièrement importants lors de la comparaison des données à celles provenant d'autres enquêtes ou d'autres sources, ainsi que lors de leur analyse afin de tirer des conclusions quant à leur évolution au fil du temps.

Sources de données et méthodologie

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L. (Société canadienne d'hypothèques et du logement) dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie générale :

L'enquête sur les permis de bâtir couvre 2,350 municipalités en provenance de toutes les provinces et territoires et regroupant 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. Les collectivités représentant les autres 5% de la population sont très petites et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête «Logements mis en chantier et parachevés». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis remplit mensuellement un formulaire sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau centrale de Statistique Canada et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception au bureau centrale de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes. Aucune estimation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sous-évaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Période de référence : La période de référence aux fins de la collecte de données est le mois civil. Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Les résultats sont diffusés entre 35 et 40 jours après la fin du mois de référence. Les données annuelles finales pour l'année civile antérieure sont diffusées en même temps que les données pour le mois de janvier de l'enquête.

Révisions :

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

Révisions dues à la correction d'erreurs de codage :

Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.

Révisions dues à l'addition de rapports tardifs :

Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation :

Le cycle météorologique normal entraîne des fluctuations prévisibles des données. Les séries de données diffusées englobent à la fois des données désaisonnalisées (donc excluant les influences annuelles prévisibles) et des données non désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: unifamiliale, multiple, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries. À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Habituellement, seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Concepts et variables observées

Les données statistiques présentées dans le produit décrit ici ont trait au nombre d'unités de logement autorisées et à la **valeur des permis de bâtir**. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les bâtiments pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (no 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (no 61-205 au catalogue) .

La description fournie par les municipalités concernant le type de bâtiment (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le type de travail à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fonde sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la valeur des permis émis soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classifier selon les niveaux géographiques suivants:

Province et territoire (Pr) : On compte dix provinces et trois territoires.

Région économique (RE) : Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.

Division de recensement (DR) : L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-un (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).

Région métropolitaine de recensement (RMR) : Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 1996. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-sept (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 1996 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

Agglomération de recensement (AR) : Elle correspond aux zones de marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 1996. On compte cent dix-huit (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.

Autres municipalités de 10,000 de population et plus : Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.

Partie rurale : Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.

Subdivision de recensement (SDR) : L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir, elles ne sont pas comprises dans cette publication.

Unité géographique non-standard : Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standards ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 1996. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Exactitude des données

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration sous-estimant le coût du projet de construction sont toujours probables. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets.

Les autres sources d'erreurs sont les erreurs de traitement et les erreurs de non-réponse. En 2001, 99,5% des municipalités couvertes par l'enquête ont fait parvenir leurs rapports mensuels sur les permis de bâtir.

Comparabilité des données et sources connexes

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-6556 ou 1-800-579-8533) commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Ces dernières sont maintenant disponibles sur disquette. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : Tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

62-202 Les habitudes de dépenses au Canada

75-202 Le revenu au Canada

61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective

61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	Postal Code – Code postal
7		Contact Name – Nom du contact	
8		Contact Title – Titre du contact	
9		Language of Preference – Langue de préférence	
		1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français	
10		Telephone Number – Numéro de téléphone	

<p align="center">General Information</p> <p>Confidential when completed.</p> <p>The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.</p> <p>To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.</p> <p>Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.</p> <p>Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.</p> <p>PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.</p>	<p align="center">Renseignements généraux</p> <p>Confidentiel une fois rempli.</p> <p>La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.</p> <p>Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.</p> <p>Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.</p> <p>Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.</p> <p>VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.</p>
---	--

<p>11</p> <p align="center">Coverage Profile Update</p> <p>Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.</p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> Yes Oui</p>	<p align="center">Mise à jour du profil de couverture</p> <p>Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.</p> <p align="right">2 <input type="checkbox"/> No Non</p>
--	--

<p>12</p> <p align="center">Reporting Period – Période visée</p> <p><i>Please use a separate form for each month being reported.</i> <i>Veillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 100px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 50px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 25px;"></td> <td style="width: 25px;"></td> </tr> </table>							<p>13</p> <p align="center">Stock Requirements – Besoins de fournitures</p> <p><i>If forms or return envelopes are required, please check:</i> <i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i></p> <p>1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires 2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada</p> <p>3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL</p>

<p align="center">Report Prepared by – Rapport préparé par</p> <p>Signature: <input style="width: 300px; height: 20px;" type="text"/></p> <p>Year Année</p> <table border="1" style="width: 60px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table> <p>Month Mois</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table> <p>Day Jour</p> <table border="1" style="width: 40px; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table>								<p>14</p> <p align="center">Nil Report – Rapport nul</p> <p><i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i> <i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i></p> <p align="right">1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis</p> <p align="center">Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada</p> <p>MP T Status-État Int I.D. – Id. de l'int.</p> <table border="1" style="width: 100%; height: 20px; margin-left: 20px;"> <tr> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> <td style="width: 20px;"></td> </tr> </table>								

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the **"Stock Requirements"** section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section **"Besoins de fournitures"**, page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.